

En Ukraine, travailler sous les bombes

En Ukraine, la guerre ne suspend pas le travail : elle le rend plus dangereux, plus intense, souvent invisible. Dans l'énergie, la santé ou les secours, des milliers de travailleurs maintiennent le pays debout sous les bombes. Une réalité qui met à l'épreuve, bien au-delà du front, les limites de la santé et de la sécurité au travail.

Paul Dza
Docteurant et journaliste reporter

En Ukraine, les métiers essentiels à la continuité du pays sont sous tension. L'effort demandé aux secteurs critiques est colossal depuis l'invasion du 24 février 2022, et les risques décuplés à mesure que la guerre dure. Si les installations civiles ont subi les bombardements russes dès les premières heures de l'invasion à grande échelle, elles sont particulièrement visées chaque hiver. Alors que les températures négatives frappent le pays entier, les centrales électriques sont attaquées par des dizaines de drones à bas coût chargés d'explosifs.

Dans les régions de Sumy, Zaporizhzhia, Kharkiv, Donetsk et Kherson, la proximité des combats renforce le risque qui pèse sur les travailleuses et travailleurs. À Kyiv, le maire est allé jusqu'à appeler en janvier 2026 à une évacuation provisoire de la population non essentielle de la capitale ; quelque 600 000 personnes avaient quitté la ville, quand la moitié des immeubles avaient été privés de chauffage. Les professions d'urgence — pompiers, médecins, ambulanciers — sont également de plus en plus visées par des drones russes, notamment dans les

régions en première ligne. Les bombardements russes ont recours à la tactique de la « double frappe », une stratégie visant à éliminer une cible, puis dans un second temps les secours.

Passé le choc initial de l'invasion, ce dernier a rapidement laissé place à un constat d'urgence : la nécessité de s'organiser pour survivre, puis de reconstruire des mécanismes de solidarité adaptés aux nouveaux risques. Comment s'organiser pour assurer la stabilité du pays, tout en permettant la continuité des efforts militaires nécessaires ? Quel équilibre social trouver entre l'engagement sans faille des secteurs critiques et l'inévitable mobilisation militaire ?

Un bouleversement civique bien plus rapide que celui de l'État

En Ukraine où une partie des vies tourne autour de l'industrie, la brutalité de la guerre est venue s'ajouter aux assauts des réformes néolibérales et de la corruption. Comme le souligne le juriste et cofondateur de l'organisation civique ukrainienne Sotsialnyi Ruth (Mouvement Social) Vitaliy Dudin, « les travailleurs vivent à la fois sous la peur des bombardements et des décisions arbitraires de leurs dirigeants ».

Il est en effet surprenant de constater que la législation en matière de sécurité au travail ne se soit pas encore adaptée aux réalités de la

En 2025, 46,5 % des décès survenus au travail ont été causés par des missiles, mines ou drones.

↳ Des travailleurs fabriquent des gilets et équipements de protection dans un atelier ukrainien. La guerre a entraîné une réorganisation rapide de nombreuses activités industrielles afin de répondre aux besoins du front. Photos : © Paul Dza

guerre. Le Code du travail ukrainien ainsi que le Code de la défense civile n'ont pas connu d'évolution majeure depuis février 2022, alors que tous les travailleuses et travailleurs d'Ukraine sont exposés à des frappes aériennes potentielles. En 2025, 46,5 % des décès survenus au travail ont été causés par des missiles, mines ou drones (222 décès sur un total de 477). Faute de règles de sécurité clairement imposées par le Code du travail ukrainien, les salariés ont dû s'en remettre à des dispositifs décidés localement, notamment pour réagir aux alertes aériennes.

Dans le chaos des premiers mois de l'invasion en 2022, un suivi mené par l'organisation Sotsialnyi Rukh a mis en évidence une corrélation nette entre l'insécurité vécue par la population et la multiplication des abus patronaux. L'invasion a également restreint le champ d'action pour les syndicats et organisations politiques. La loi martiale interdit les manifestations et les grèves, et la loi n° 2136 du 15 mars 2022 relative à l'organisation du travail sous la loi martiale permettait même aux employeurs de suspendre unilatéralement les contrats de travail des salariés. Malgré les contraintes et les risques démultipliés, les syndicats ont agi contre ces dispositions prétendument nécessaires à la sauvegarde de l'économie ukrainienne. Ainsi, le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine a permis de démontrer devant la Cour suprême l'illégalité de la décision des Chemins de fer ukrainiens de suspendre unilatéralement l'application des conventions collectives en matière de prise en charge des frais de santé. Cette décision en faveur des travailleurs et travailleuses a précédé la suppression de cette clause de suspension unilatérale de la loi n° 2136 en septembre 2025.

Une implication humaine plus que jamais nécessaire

Le rôle des syndicats s'est adapté à la guerre, en tant que structure sociale répondant aux besoins des travailleuses et travailleurs engagés dans l'armée. En effet, les représentants de la classe ouvrière industrielle sont à la fois les plus syndiqués et les plus mobilisés. Les cheminots, les mineurs, les



travailleurs du secteur de l'énergie sont des dizaines de milliers à avoir rejoint l'armée ukrainienne. Dans les régions les plus industrialisées, près d'un tiers des ouvriers ont pu être mobilisés.

Il ne s'agit pas d'une société « militarisée » pour autant, même si, reconnaît Max Palamarchuk, étudiant en cinquième année de médecine à l'Université nationale de médecine O.O. Bogomolets, « la frontière entre civils et militaires s'est considérablement réduite ». Ce dernier travaille auprès d'une clinique de rééducation accueillant des blessés ayant subi de lourds traumatismes liés à la guerre, allant jusqu'à l'amputation d'un ou plusieurs membres. Au contact de civils devenus militaires, il décrit un bouleversement des équilibres qui n'a pas pour autant réduit le fossé entre la vie civile et la spécificité militaire.

C'est dans ce contexte que les organisations jouent un rôle parallèle à celui de l'État, que ce soient des syndicats, des associations ou de simples groupes informels qui se sont

multipliés sur l'ensemble du pays. L'organisation civique ukrainienne Sotsialnyi Ruth anime par exemple une hotline pour soutenir les soldats confrontés aux décisions autoritaires de leur hiérarchie ou de l'administration.

D'autres structures se concentrent sur le soutien militaire : ainsi Solidarity Collectives, collectif constitué d'activistes de toutes les tendances de la gauche ukrainienne¹, apporte un soutien aux soldats et a fait entrer un fonctionnement plus progressiste dans l'armée. « Fondamentalement, l'armée interdit toute forme d'activité politique dans ses rangs. [...] Les activistes ne transforment pas l'armée dans son ensemble, mais introduisent à leur niveau des méthodes de travail différentes — plus décentralisées », explique Kseniia, activiste chez Solidarity Collectives. Elle évoque des pratiques qui ne se présentent pas comme formellement politiques, mais qui établissent des valeurs dans cette institution étatique.



1. Ces militants et militantes se rassemblent sous la bannière commune de « l'anti-autoritarisme ».

Les amputations liées aux combats ont entraîné une forte augmentation des besoins en appareillage et en réadaptation. Les professionnels de santé doivent adapter en permanence leurs pratiques à cette nouvelle réalité. Photos : © Paul Dza



L'implication des travailleurs, et surtout des travailleuses dans le secteur de la santé, est l'un des exemples les plus marquants de la participation citoyenne pour compenser les défaillances de l'État². Des solidarités du quotidien aux professionnels de santé, l'engagement va au-delà des domaines de compétence. Ce phénomène observable dans les infrastructures critiques « n'était au départ qu'une réponse à la crise, et s'est transformé [...] en une prise en charge structurée, une meilleure coordination et des processus plus solides » selon Max Palamarchuk.

Néanmoins, cette évolution se limite au fonctionnement des structures, sans s'attacher à l'impact psychique sur les individus. L'impact de la guerre est absorbé par des structures sociales et par les citoyens ordinaires, sans pour autant que cela signifie une « normalisation », ce que confirme Max

Palamarchuk : « On attend des professionnels de santé qu'ils soient fonctionnels, qu'ils soient forts, qu'ils continuent sans relâche. Je pense que cet impact est davantage reconnu qu'auparavant, mais la reconnaissance n'est pas synonyme de soutien systématique. »

Les soldats et civils sont des dizaines de milliers à prendre part à des processus pour se remettre de blessures physiques et psychiques. Dans le domaine de la rééducation et du suivi post-traumatisme, c'est aussi par l'expérience pratique et l'entraide depuis 2022 que les travailleurs et travailleuses de santé se sont adaptés, « l'expérience nous a montré que le système de santé n'a pas besoin que d'équipements et de protocoles, mais aussi de résilience humaine, d'esprit d'équipe et d'une capacité à s'adapter dans un contexte d'incertitude permanente » selon Max Palamarchuk.

Un soutien nécessaire à tous les niveaux

Si l'Ukraine offre une illustration saisissante de la manière dont la guerre reconfigure les conditions de travail, des réalités similaires — et parfois plus sévères encore — se manifestent dans d'autres zones de conflit, y compris celles où des acteurs européens sont engagés, directement ou indirectement.

En attendant, pour l'Ukraine, ce conflit a radicalement changé la vie sociale et politique. De nouvelles formes d'organisation sociale ont vu le jour, et les rôles traditionnels des syndicats se sont adaptés à la guerre. L'enjeu immédiat repose actuellement dans le développement et la pérennité de ces initiatives d'auto-organisation : il faut penser le temps long, car « l'armée joue désormais un rôle central dans la vie politique ; les individus qui la constituent façonneront probablement les processus politiques après la guerre » selon l'activiste Kseniia.

Trop souvent, en Europe, l'Ukraine est uniquement vue à travers un prisme militaire. Mais derrière le front, il y a des travailleurs et travailleuses qui tiennent le pays debout — dans les usines, les mines, les chemins de fer. Dans la guerre, les solidarités ne sont pas un slogan : elles se construisent dans l'urgence, sur le terrain. Les organisations politiques et syndicales européennes doivent écouter, concrètement, celles et ceux qui vivent la guerre au quotidien.

Oui, les syndicats doivent continuer à défendre la paix, le droit international, et une reconstruction juste. Mais ces principes n'ont de sens que s'ils partent d'une réalité simple : les premiers concernés sont les Ukrainiens eux-mêmes. Pour qu'il y ait un droit du travail, encore faut-il vivre en liberté ; comme le résume Vitaliy Dudin : « Les travailleurs ne se sentiront en sécurité que lorsque les occupants russes auront été vaincus sur le champ de bataille. » ●

2. Voir l'ouvrage de la chercheuse Ioulia Shukan paru en 2025 aux Éditions de la Maison des sciences de l'homme : *Citoyennes soignantes. Guerre, femmes et fabrique du commun en Ukraine*, résultat de 9 ans d'observation participante dans un hôpital de l'est de l'Ukraine.